



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org
Siret : 798 550 497 000 19



DECLARATION FEDERALE **Du 1^{er} Janvier 2022**

Depuis deux longues années, le pays est tiraillé par une mauvaise gestion sanitaire contre un virus qui aurait déjà dû être mis hors d'état de nuire si les autorités politiques et sanitaires n'avaient pas décidé autrement.

Ce virus, le SARS-COV 2, est l'agent pathogène de la COVID-19 mais on sait, désormais, que d'autres germes bactériens contribuent à la maladie de manière opportuniste... C'est la raison pour laquelle certains médecins, dès le début et en toute bonne foi scientifique, ont vu la nécessité de traiter en associant des antibiotiques à d'autres traitements. Cette option, fondée sur la liberté et la connaissance partagée d'un ou de plusieurs médecins, est la base de la médecine en générale et de l'approche épidémique en particulier.

Or, nous avons assisté, et assistons encore, à une remise en question générale de pratiques éprouvées depuis Hippocrate pour laisser la place à des décisions bureaucratiques, hasardeuses, incohérentes et dangereuses pour la population, la société, le pays, l'économie et l'avenir.

D'octobre 1865 à Juin 1866, la Guadeloupe a connu une grande épidémie de Choléra, maladie bien plus létale, et perdu 15% de sa population mais les bonnes décisions ont été prises à temps malgré un début de polémique instauré par des personnes qui craignaient déjà pour « l'économie ». Sans ARS, sans intervention intempestives de Paris, avec seulement deux petits « hôpitaux » rudimentaires et quelques médecins, l'épidémie était jugulée en moins d'une année.

Aujourd'hui, les grands médias de service font une chasse aux discours rationnels et discordants de la doxa officielle. Il ne fait pas bon de contester, de douter, de réfléchir, de vérifier... La science et la médecine sont prises en otage pour justifier des aberrations. Il leur suffit d'invoquer la qualité de médecin ou de scientifique pour interdire la pensée qui dérange, tout comme l'inquisition le fit en invoquant les écritures contre ceux qui affirmaient que la terre est ronde... Circulez, il n'y a rien à voir !

Le dernier exemple est le variant OMICRON qui pourtant, et dès le départ, avait été décrit comme non létale par la chercheuse Sud-Africaine qui en avait fait la découverte. Cela n'a pas empêché que des mesures politiques soient prises en présentant ce variant comme dangereux. Au regard des faits et du doute grandissant, la communication des autorités a eu une nouvelle explication radicale « *Omicron n'est pas dangereux parce qu'il y a une forte vaccination* ».

Après avoir divisé la population en « bons citoyens » et « complotistes », puis en « pro-vax » et « anti-vax », les autorités et leurs affidés ont pris le parti de jeter l'anathème sur les citoyens qui ont fait le choix de refuser une injection expérimentale présentée comme seule porte de sortie, alors que les faits démontrent qu'il n'en est rien. Des professionnels de la santé, du médicosocial et du social, après avoir été seuls et dépourvus de protection au front des premières vagues, sont désormais les boucs émissaires juste pour cacher la poussière de la bêtise officielle sous le tapis de la cupidité systémique.

Des chiffres « officiels » sortent à tir larigot sans que nul ne puisse les vérifier, il n'y a qu'une seule chose qui compte : créer la peur collective et renvoyer toutes les responsabilités sur la population. Cette stratégie émane non d'un gouvernement politique et responsable mais d'une structure privée payée par ce gouvernement pour mettre en application de grandes théories d'ingénierie sociale, à l'instar de Pinochet qui fit appel aux Chicago-boys en 1973 pour appliquer les premières stupidités néolibérales qui sont à l'origine de la crise mondiale actuelle.

En Décembre 2020, la FSAS-CGTG dans une déclaration fédérale, s'inquiétait déjà de la tournure des événements en affirmant : « *Pour donner un caractère obligatoire à cette substance (Le vaccin Arm), certains parlent même de l'imposer pour voyager si ce n'est pour intégrer certains lieux publics, balayant les fondements même des Droits humains, la tyrannie s'installant à bas bruit !* », notre analyse de l'époque s'est malheureusement vérifiée par le passe sanitaire, l'obligation vaccinale et, bientôt, le passe vaccinal.

Après les mensonges et la manipulation de 2020 et 2021, la mauvaise foi et le déni de la réalité seront, en 2022, des principes de gouvernement, au diable la Démocratie et l'intérêt général. Une société de discriminations et d'inégalités est en train d'être officialisée au nom de la COVID sans que la prétendue intelligentsia, principalement dite de « gauche », ne se mobilise clairement et franchement pour défendre ce que d'autres avant eux ont construit au prix de leur vie.

En fait, cette intelligentsia, tout comme beaucoup de corporations dites scientifiques, ont depuis longtemps répondu aux chants des sirènes de la finance abandonnant l'intérêt général qui, de facto, est siphonné par une corruption et une prévarication généralisées. A cela, il faut ajouter l'apparition sur la scène publique d'une théorie létale pour tout projet collectif et anti-scientifique dans l'absolu mais qui semble très influente dans la gestion de cette épidémie : **le transhumanisme**.

Cela permet à la classe dominante et minoritaire de gagner des batailles de la lutte de classe. Des batailles d'une véritable guerre de classe opérée par le capitalisme sous le doux surnom de « néolibéralisme ». Une guerre dont la dernière arme de destruction massive n'est autre que la COVID au travers des mesures antisociales et anti-libertés qui sont prises par ordonnances.

Fort heureusement, des femmes et des hommes dignes et déterminés ont fait le choix du combat contre la tyrannie rampante qui veut se faire passer pour Républicaine mais qui n'en est qu'une sangsue.

Ainsi, depuis cinq mois, une résistance populaire et sociale s'est installée en Guadeloupe pour dire non à cette gestion qui n'est pas sanitaire mais idéologique, c'est-à-dire au profit de l'idéologie néolibérale désemparée devant l'effondrement capitaliste. Alors que les penseurs de cette idéologie croyaient avoir mis au pas la Chine, ils se rendent compte que c'est cette dernière qui les a dupés et qui gagne méthodiquement les parties économique, militaire et politique.

Le Gouvernement MACRON et l'Union Européenne essaient par tous les moyens de passer en force en utilisant la COVID pour finaliser la casse sociale et la biotechnologie génique – à fortes plus-values – pour recapitaliser le système sur le dos des fonds publics. Cette affaire n'a que trop duré et ce sont les travailleurs et la population qui trinquent sur tous les plans.

Le front syndical, associatif et politique qui s'est constitué en Guadeloupe ne s'est donc pas trompé de combat ni d'adversaire. Voilà pourquoi, il faut affirmer l'urgence de continuer la lutte jusqu'à la victoire finale et sans peur aucune.

La raison est dans notre camp ! Une cause juste n'a pas de barrière et là où il y a une volonté, il y a un chemin.

En conséquence de quoi, la FSAS-CGTG :

- **Condamne fermement** la volonté farouche du gouvernement d'imposer aux soignants, aux intervenants du médicosocial, du social et des services à la personne, aux enfants puis à toute la population, une stratégie dite « vaccinale » à répétition qui ne règle en rien cette pandémie mais jette le discrédit sur la science et remplit les poches des fabricants.
- **Dénonce fermement le projet de passe vaccinal** destiné à asservir les citoyens et non à juguler la COVID.
- **Dénonce et combat** toutes les tentatives de division de la population sur le fondement sanitaire.
- **Exige** de l'Etat une posture responsable par sa participation à la table de négociation.
- **Exige une dérogation à l'application de la loi du 05 Août 2021**. Ce qui fût possible pour le Chlordecone doit l'être pour la COVID.
- **Exige** la réintégration de tous les professionnels suspendus, salariés- agents et libéraux.
- **Récuse** toute tentative de licencier-écarter les suspendus sur la base de l'abandon de poste, issue trouvée par les autorités après la suppression du licenciement par le sénat, alors qu'ils ont été mis en situation de non-travail en total irrespect du contrat de travail.
- **Exige** l'arrêt des réformes et de la T2A, sources premières des difficultés hospitalières.
- **Exige** le respect de la liberté de prescrire des médecins, meilleur porte de sortie.

- **Exige** des moyens pour soigner et accompagner en toute sécurité.
- **Exige** que la lumière soit faite sur tous les morts de la covid, singulièrement aux mois d'Août et de Septembre 2021.
- **Exige** des traitements efficaces, moins couteux et expérimentalement vérifiés dans d'autres pays. Des repositionnements de molécules sont avérés mais, jusqu'à ce jour, le déni des autorités est manifeste.
- **Exige** l'autorisation de vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers, l'expérience Cubaine étant l'une des meilleures pistes.
- **Exige** la formation de jeunes professionnels dans la santé, le médico-social, les services à la personne... afin de combler le manque de personnels.
- **Exige** un véritable plan de réorganisation sanitaire, gérontologique et médico-sociale sur le fondement des réalités archipélagiques, sismiques, volcaniques et cycloniques de la Guadeloupe.
- **Dénonce** les effets voulus sur l'inflation de l'endettement public et le « *nouveau trou de la sécurité sociale* » qui suivront.
- **Rappelle** que d'autres épidémies virales et saisonnières (zika, Dengue, grippe...) et pathologies chroniques existent et ne doivent pas être occultées.
- **Appelle** tous les professionnels du sanitaire, du médicosocial, du social, des services à la personne et la population, à continuer la mobilisation contre la loi du 05 Juillet 2021. « Vaccinés » ou non, le principe du danger implicite de cette loi demeure toujours pour la société entière.
- **Appelle à une mobilisation intellectuelle et politique, aux côtés de la mobilisation populaire et sociale, contre la corruption et la tyrannie qui se met en place sous couvert de gestion sanitaire.**

Basse-Terre, le 1er Janvier 2022

Pour la FSAS-CGTG,
Le secrétaire Général
Philippe BELAIR